

L'évolution socio-culturelle en Europe:
nouvelles formes de démocratie
Conseil de l'Europe - Delfes, Oct. 83

I. Le contenu social et politique de la démocratie

(Démocratie et développement - deux versants de la même réalité)



1. L'Etat moderne, lieu de l'égalité et la citoyenneté au premier degré

37. L'Etat moderne se constitue autour de la notion de citoyenneté, expression de l'égalité des hommes face à la loi.

Sans sous-estimer une telle conquête, il faut souligner au départ que cette égalité des hommes n'est pas universelle : en fait 50% de l'humanité est restée à l'écart de cette égalité. (Ce n'est qu'à l'aube du XXème siècle que l'on reconnaît aux femmes les droits essentiels qui, à l'époque, définissent la citoyenneté.)

Ce qui veut dire que dès le départ la démocratie s'est aveuglée sur le rapport entre ses principes et les mécanismes qui la soutenaient en tant que démocratique.

32. Quoiqu'il en soit (il y a des facteurs de tout ordre pour expliquer une telle situation), ce qui saute aux yeux c'est le conditionnement des assises mêmes de la démocratie par des réalités socio-culturelles, en soi changeables, mais perçues



pendant une longue période comme des données immuables.

pour 73. Il en est de même ^{pour} ~~par~~ la référence première donnée à l'égalité. Dans maintes Constitutions modernes - y incluse celle de mon pays (art. 13) - l'égalité qui est affirmée au niveau des principes comme un article autonome est égalité devant la loi.

Ce qui laisse planer l'interrogation sur le contenu de la loi : son champ d'application, les droits qu'elle consigne seront ceux qui fournissent les fondements de l'égalité.

Or le droit "suit", pour ainsi dire, l'évolution même de la vie. Il ne pose pas au préalable des principes, garanties et libertés qui ne correspondent pas à un vécu (l'expression la plus forte de cette affirmation se trouvant dans la jurisprudence anglo-saxonne).

C'est-à-dire, la référence elle-même de l'égalité est déterminée par l'auto-interprétation et l'auto-compréhension de la société. En d'autres termes, les réalités socio-culturelles précèdent la loi, ^{cette loi} où la citoyenneté puise ses références premières.

74. Malgré des phénomènes majeurs d'ordre social et économique - qui vont jusqu'à déterminer l'identité de l'Etat moderne ainsi que sa position géopolitique - il y a dans l'évolution

de la démocratie une obstination à vivre de ses acquis premiers.

On peut dire qu'il y a dans l'Etat moderne deux fleuves parallèles - l'un que la loi fondamentale consacre et qui reste la mesure patron de toute démocratie et l'autre qui se fait apparemment à côté, comme par surcroît, qui est laissé à sa propre logique et dont les repères n'interviennent pas dans la composition même de l'idéal démocratique.

75. Ceci est particulièrement frappant dans l'attitude prise par les pays européens dans l'adoption en AG de l'ONU des Pactes internationaux. Au courant qui voyait les droits économiques, sociaux et culturels, étroitement associés aux droits civiques et politiques (et qui plaidait ainsi pour un seul texte unificateur de ces droits), les pays européens occidentaux ont opposé, au premier abord pour des raisons idéologiques, l'argument que l'on ne saurait demander aux Etats l'immédiateté dans l'application des droits sociaux, économiques et culturels.

Sans entrer dans le détail d'une telle discussion, ce qui est frappant c'est qu'en plein essor de l'industrialisation et des phénomènes corrélatifs (urbanisation poussée, alphabétisation des masses, introduction des mass-media dans la vie culturelle, entre autres) l'Europe ait continué à marginaliser le phénomène qui lui permettait de continuer à être dans le monde le pivot de l'histoire.



36. Ce n'est donc pas étonnant que, et à l'intérieur de l'Europe et pour ses jugements attenants aux pays des autres continents, la démocratie ait été considérée comme la mise-en-oeuvre des droits civils et politiques et comme l'institutionnalisation des mécanismes qui les rendent possibles.

Tout le discours politique européen au niveau super-structurel - que ce soit au niveau de l'Etat ou au niveau des appareils partisans - est imprégné de cette philosophie abstraite et ~~sans~~ *fragmentée du* ~~liaison avec~~ le réel.

Du reste, il serait important de souligner que les droits civils sont eux-mêmes encore en "progression" : tel est le cas des minorités dans les Etats européens.

Fundação Cuidar o Futuro

37. Il s'agit donc ainsi en Europe d'une citoyenneté que l'on peut dire de "premier degré" en signifiant par là et l'apparition dans le temps des droits civils et politiques précédant les droits sociaux, économiques et culturels et une prise-de-position qui n'entre en ligne de compte qu'avec les expressions très immédiates des droits de l'homme. Ceci à une époque où toute la vie sociale se structurait de fond en comble à partir d'une réalité d'ordre économique et technique. Eloignement, oubli ou ignorance que les européens ^{sont} ~~allaient~~ par *en train de* ~~la suite~~ payer bien cher.





2. L'Etat moderne, lieu de la technicité, et la citoyenneté au deuxième degré

28,

- En effet, ~~en~~ même temps que la démocratie développait ses structures de représentativité et ses institutions protégeant l'individu "contre" l'Etat, un phénomène nouveau changeait la vie sociale.

L'industrialisation, qui commence par être envisagée comme une extension de la maîtrise de l'homme sur la nature, a des effets macro-sociaux qui, à leur tour, maîtrisent la destinée de l'homme individuel. D'où l'ébauche des droits sociaux, économiques et culturels qui deviennent une revendication de l'individu face à l'Etat pour l'aider à vivre dans ces nouvelles conditions.

29,

- L'industrialisation apporte avec elle l'urbanisation massive, le besoin d'une démocratisation accélérée du processus éducatif, la technisation de toute la vie sociale et culturelle.

Les droits économiques deviennent, dans ce cadre, une exigence de populations coupées de leurs ressources agricoles traditionnelles, et ayant pour but de régler le travail, l'association et les luttes ^{entre ceux qui détiennent le levier financier et} ~~face aux détenteurs du capital.~~
 ceux qui en détiennent la main-d'œuvre.

Les droits sociaux, phénomène typiquement européen, sont, à chaque seuil de l'industrialisation, l'expression du besoin

de sécurité des individus. Ils deviennent protection de la maternité, conditions du travail nocturne, congé hebdomadaire et annuel, jusqu'à atteindre à notre époque toute situation de discontinuité dans la vie de l'homme-travailleur (maladie, vieillesse, accident). L'Etat-Providence est la grande banque redistributive de la sécurité sociale.



Enfin, les droits culturels, les plus récents en expression légale, sont encore perçus comme des "extras", des droits supplémentaires et, en quelque sorte, alléatoires. (S'il n'en était pas ainsi pourquoi les gouvernements des "10" auraient-ils refusé une rencontre au sommet pour définir leurs politiques culturelles d'ensemble ?)

Fundação Cuidar o Futuro

310.

• Les européens ont ainsi commencé à voir comme une partie de leur "acquis" la reconnaissance de leurs droits sociaux et économiques. Deux phénomènes apparemment contradictoires ont lieu :

- d'un côté, l'adhésion des européens à ces droits en fait un des éléments de la démocratie;
- de l'autre, la référence à ces problèmes, au niveau de la super-structure, se pose rarement en termes de démocratie mais plutôt en termes de rationalité économique du système.



811. • En effet, est-ce pensable aujourd'hui la réduction du droit de grève, des allocations familiales, des pensions diverses qui signifient la "paternité" de l'Etat par rapport aux citoyens ?

Et, cependant, pour la première fois, les européens sont obligés de revoir leur système de distribution. Le système fiscal et son agrandissement plein de trous sonne le glas d'une redistribution à l'échelle nationale en ayant l'Etat comme agent.

De tous les côtés, des voix s'élèvent pour dénoncer l'impossibilité de subventionner les coûts exponentiels des bénéfices sociaux essentiels.

On pressent, cependant, dans l'effort législatif pour atténuer la charge sociale de l'Etat au plan financier, la mise-en-cause d'un social que, quoique sécurisant, n'apparaît que comme compensatoire des allées de la vie de travail. Il en est ainsi en ce qui concerne les droits sociaux des travailleurs dits "indépendants" - toujours les derniers dans l'élargissement des droits sociaux aux différentes couches de la population. Il en est ainsi dans la vérification du caractère discrétionnaire de la limitation de l'aide apportée par l'Etat à la charge de ses droits.

812. • Peut-être le social doit-il émerger en tant que catégorie autonome liée à la vie tout court et demandant des structures autres que celles qui liaient les bénéfices sociaux à l'emploi

ou à l'entreprise, c'est-à-dire, à toute la structure du travail productif.

Contrairement à ce qui est ressenti à travers le corps social - les droits sociaux et économiques comme "acquis" de la démocratie - les super-structures de l'Etat et des partis réduisent ce "bloc" de droits aux seules conditions de son financement.

La rationalité des mécanismes économiques - qui sont de l'ordre de l'instruments, moyens, outils - prend le dessus comme finalité politique.

La démocratie n'en peut sortir qu'appauvrie d'une de ses dimensions fondamentales.

Fundação Cuidar o Futuro

913. • Il en est de même pour les droits culturels. La culture restant le plus souvent dans le cadre étiqué "des arts et des lettres" se voit reléguée au niveau de l'extra, du superflu de la société de l'abondance.

Ce n'est pas étonnant que les droits culturels - qui sont autant de droits de réflexion et de création ^{que de fonction et jouissance} - soient en quelque sorte marginalisés et mis en compartiments étanches par la linéarité de la rationalité économique.

- Dénoncer est toujours facile. Que suis-je, donc, en train de dire en termes positifs ? Plusieurs choses à la fois /





est là que se situe la question fondamentale :

si le "développement est la capacité d'une société toute entière de faire face à sa propre évolution historique" (définition du P. Lebreton à laquelle je tiens beaucoup) il nous faut avouer que l'Europe n'a jamais pensé son développement.

Certes, elle a utilisée les instruments de la science économique pour faire face à des conjonctures difficiles, mais au moment où la science économique s'effondre comme science exacte, les instruments surgissent tels qu'ils étaient : des outils dépourvus de finalité, langage de véhiculation de la rationalité financière, balbutiement d'une réalité infiniment plus complexe.

Fundação Cuidar o Futuro

316. Et soudainement les européens, habitués à penser un développement harmonieux, intégré, auto-centré, endogène, auto-suffisant... et ainsi de suite d'utilisation ad extra, se voient dans le besoin de formuler des objectifs de développement ad intra.

Ils parlent de projet...

D'absent qu'il était dans le discours de l'Europe sur elle-même (~~cf.~~ travaux de l'OCDE, de la CEE et de maintes institutions de recherche), le développement est devenu nécessaire, voire indispensable.

317. On pourrait argumenter que le discours sur le développement en Europe était superflu car l'Europe appartenait au groupe de

pays où le développement (au sens strict) se faisait sans qu'on est besoin d'y penser.

En d'autres termes : l'accès à des matières premières à bon marché, l'utilisation de main-d'oeuvre à des salaires très bas, l'occupation de marchés dans des régions du globe dépourvues de tout, rendaient la croissance économique un postulat de définition sociale, culturelle et politique.

Mais, cette période-là est dépassée : l'Europe sait que les données de la situation ont radicalement changé, comme fruit du nouveau réaménagement géo-politique du monde.

218. Aujourd'hui la démocratie se voit aux prises avec un horizon de rareté - et ceci pour la première fois depuis le début de l'industrialisation et de l'élargissement des concepts démocratiques à tout l'espace européen.

(D'ailleurs l'Europe avait déjà compris, en regardant l'évolution des pays d'accès récent à l'indépendance, qu'il fallait mettre dans une même équation démocratie et développement.)

Pour l'Europe - comme pour le reste du monde - démocratie et développement deviennent deux axes d'une même réalité. Mais pour l'Europe ses deux axes se croisent en différents lieux et moments de la vie sociale et politique ce qui rend, sans doute, les problèmes plus complexes. Mais ce qui permet d'affirmer



aujourd'hui que, fruit d'évolution technique de l'Europe, les dimensions sociale, économique et culturelle sont co-extensives à la citoyenneté civile et politique. C'est la citoyenneté du "deuxième degré."



Fundação Cuidar o Futuro



II. Délégation et action directe dans une société hautement technique appelant à une citoyenneté qualitativement différente

1. Le système politique de délégation de pouvoirs dans un univers médiatisé par la technique

§ 19. . D'où vient-il que la lecture des journaux, de Londres à Rome, de Lisbonne à Stockholm, nous donne l'image d'une permanente instabilité des groupes au pouvoir ? Un groupe vient d'être installé et déjà le compte à rebours a commencé... Ses énergies se dépassant autant dans l'essai de résoudre les problèmes que dans le perfectionnement de l'image qu'il en est ainsi...

Fundação Cuidar o Futuro

§ 20. . Mon premier constat se formule de façon choquante : nous abordons en Europe le XXIème siècle avec les catégories politiques mentales du début de l'industrialisation (et par ce début j'entends toute la période qui va jusqu'à la II guerre mondiale).

La représentativité dont il est question dans nos systèmes politique est, dans son essence, l'élargissement de la participation du paysan aux affaires de son village.

De la période industrielle, elle ne capte que les conflits d'intérêts - les antagonismes primitifs que les idéologies

aident à revêtir d'une certaine allure d'adhésion générale à des idéaux visant toute la société.

D'où l'étonnement ou la perplexité devant le comportement des masses : les prolétaires passent directement à la petite bourgeoisie, les pauvres se cramponnent à leurs droits ^{auxquels} que des étrangers viennent apparemment nuire, les attitudes des dirigeants politiques (la présence ou l'absence de tel personnage-clé) n'ébranlent pas ce qu'on a commencé à appeler "la sociologie électorale".

321. • Les décisions de vote passent souvent par le dernier face-à-face entre candidats et davantage par leur performance télévisée ce jour-là que par l'ensemble de son projet.

de? Les sondages jouent sans cesse le jeu de miroir où un Narcisse collectif ne cesse de se regarder et dans lequel finalement il ne cessera ^{de} sombrer.

Le projet politique des candidats aussi bien que le discernement des électeurs sont à toutes les étapes médiatisés par les moyens techniques:

322. • Certes, ces moyens techniques peuvent représenter une évolution de progrès dans la compréhension du comportement des masses.

Mais la question décisive se pose alors avec toute sa force : y a-t-il la possibilité pour les individus de faire des choix quand leur volonté et leur pensée ont été conditionnées par des moyens techniques dirigés aux masses ?



Et les masses ont-elles un "vouloir" ? Ou sont-elles de configuration difficilement changeable, soumises aux lois de la mécanique des solides ? Ont-elles la possibilité d'être vues et comprises dans la logique souple de la mécanique des fluides ?

223.

• Quand je dis que ce système de représentativité nous situe des siècles en arrière, je ne suis pas en train de dire que les modalités à découvrir aujourd'hui sont nécessairement un progrès par rapport à la participation au village.

Fundação Cuidar o Futuro

Ce que je dis c'est que la culture moderne n'a pas été à même d'incorporer la science et la technique. Et ainsi le citoyen se voit dépourvu de sa liberté de citoyen. Il lui manque, en tant qu'individu, les outils culturels qui lui permettent de comprendre les outils techniques qui façonnent sa décision et la mettent en oeuvre.

• La démocratie représentative se meurt dans cette incapacité culturelle généralisée.

une 224 (on des)

Y a-t-il des solutions ? Peut-être. Je les vois à deux niveaux :



- culturaliser la science et la technique
- rendre les infra-structures à leur encadrement technique

• La tâche primordiale pour une citoyenneté responsable et aussi autonome que possible passe, à mes yeux, par la culturalisation de la science et de la technique. (Il va sans dire que le cli- vage entre la jeunesse et les adultes aujourd'hui a des aspects nouveaux et radicalement différents du conflit de générations du passé parce que, ^{pourquoi de façon originale et symbolique,} ~~à tort ou à travers~~ les jeunes ont intégré à leur vision du monde la science et la technique de pointe - mais nous n'avons pas été capables de leur transmettre un cadre de valeurs qui tienne debout.)

? não é claro para mim

Il s'agit d'un travail immense qui reste à entreprendre. Mais seule une culture qui domine et comprend les moyens ^{techniques} peut aider les hommes et les femmes à redevenir sujets dans le processus de l'évolution sociale et politique, sujets, à la limite, de l'histoire.

? não falta uma palavra "técnica" ou outra?

Fundação Cuidar o Futuro

224

• En grande partie, les hommes et les femmes comprennent au fin fonds d'eux-mêmes le leurre auquel ils sont soumis. Mais il leur est plus facile de se conformer - d'ailleurs toute "dis- sidence" isolée risque d'être vite récupérée par des forces aveugles et sans dynamisme. Il leur est plus facile parce que leur vie est devenue à tous les niveaux extrêmement complexe. Et d'autant plus complexe qu'à cette technicité des moyens se

justapose la nostalgie des choses simples de la vie. Je m'ex-
plique : quand nous regardons une société comme celle de mon
pays (ou certains enclaves dans tous les pays même ceux qui sont
hautement industrialisés), nous vérifions que l'impasse n'est
pas dans une incompétence spéciale de ses dirigeants ni encore
moins dans un lent apprentissage de la démocratie par le peu-
ple. L'impasse se trouve dans la co-existence de buts et de
moyens de deux sociétés complètement différentes : la société
industrielle et la société rurale (pas nécessairement dans sa
localisation ou ses occupations mais dans sa mentalité).



25. • Il me semble que la citoyenneté en Europe ne peut accéder à
une volonté libre que dans la mesure où l'on assume pleinement
la logique de l'automatisation de certaines infra-structures
de décision. (Ce qu'on a vu dans les lois de trafic, par
exemple, qui créent des mécanismes de réflexe chez les gens.)

Il se peut - je dis "il se peut" car je n'en suis pas sûre -
que cette logique-là aille jusqu'à des décisions importantes
du système de représentation. Champ ouvert à une analyse que
je ne me sens pas en mesure de faire ici.

26. • Plus les infra-structures de décision sont automatisées et
leurs mécanismes intégrés à l'univers culturel des gens plus
il y a libération des énergies des citoyens pour les tâches
imaginatives de nouveauté et de responsabilité.



(J'ai vaguement l'impression que ce schéma peut-être lu dans le fonctionnement de la société japonaise. Là où d'aucuns ont vu une schyzophrénie culturelle, j'ai tendance à voir une automatisation de l'infra-structure de la décision poussée à l'extrême et laissant suffisamment de champ ouvert à la responsabilité personnelle.)

2. Le jeu de miroirs de la société européenne et une citoyenneté de mobilisation.

27. Parmi l'héritage du XIXème siècle, accru par la tension croissante Est-Ouest en tant que rapport de forces, il y a du projet face à un tel rapport de forces.

Dans la mesure où l'exercice du pouvoir politique au sommet se rétrécit à des "compromis historiques" à mille visages, on voit croître l'indifférence des citoyens. La "valse" des coalitions et leur vide culturel (au sens le plus profond du mot : c'est-à-dire des finalités et des stratégies qui les rendent possibles) ne peut qu'éloigner progressivement le citoyen de ceux qui le représentent. Là où les valeurs sont bafouées, les idéaux rendus apparemment "pragmatiques", les buts concernant la survie et la dignité de la personne foulés au pied, les électeurs ne sont plus concernés.

Leur vote devient, dans ces conditions, soit un vote de simple esprit de chapelle ou de club, soit rejet de quelqu'un.

L'alternance tellement vantée partout en Europe comme l'indice le plus clair que les démocraties fonctionnent a une autre lecture. Elle exprime l'incapacité où est l'Europe de mobiliser les citoyens.

L'alternance mise-en-oeuvre, le groupe au pouvoir a sa période de grâce, mais voit ensuite s'effriter sa base d'appui électoral. Il découvre qu'il n'y avait pas de base d'appui social. La mobilisation positive et globale semble impossible même en situation de crise, voire d'émergence nationale. Ou quand la mobilisation existe elle ne se fait que par la négative de l'effet cumulatif du repli sur soi : elle aura les visages de l'auto-défense, du racisme, du nationalisme arrogant et belliciste.



Fundação Cuidar o Futuro

- 228 . L'augmentation des professionnels de la politique - paradoxalement accrue chaque fois que des forces dites de gauche accèdent au pouvoir - ne fait que rétrécir le champ d'intervention des citoyens.

Mis à l'écart par les pouvoirs en place, les gens se réfugient dans un univers clos, regardant de loin la politique et évacuant de leurs vies les dimensions politiques possibles et nécessaires.

- La médiation technique dont je parlais tout à l'heure crée la société de l'anonymat. Face au petit appareil où l'on compose son billet de train ou de métro, on est un de plus qui s'en va par son chemin, semblable à des milliers d'autres qui font le même geste et font le même parcours.

Deshumanisation ? Pas nécessairement. L'anonymat est aussi une forme de liberté : "enveloppés" par l'anonymat, on peut se faire des îlots de réflexion et d'autonomie au milieu des formes techniques de l'existence.

- 329.
- Dans ce contexte, naissent les révolutions éclatées.

L'Europe suit - avec le Portugal d'un côté et avec la Pologne de l'autre - que les révolutions globales ne semblent plus envisageables sur ce continent. C'est donc au niveau du possible, du saisissable et de l'immédiat que se situent dorénavant les tentatives de mise-en-question radicales.

Les petits groupes, les associations les plus diverses se concentrent autour d'une cause, d'un événement qu'ils privilégient.

- Certes - et contrairement à ce qu'on aurait encore pu penser il y a quelques années - ils créent difficilement la dynamique de mouvements sociaux.

Pour le devenir, ils auraient besoin d'atteindre une certaine

masse critique, de définir clairement la pluralité de leurs stratégies et de penser à chaque instance les formes possibles pour leur articulation avec les institutions de la démocratie représentative.



830. En regardant l'évolution européenne, à cet égard, certains faits posent question :

- l'incapacité de percer les media
- la marginalisation du petit groupe
- la gouvernementalisation de la société

Les groupes et associations sont souvent présentés comme l'exotique, le hors-du-commun, l'utopique - bref, des catégories où le citoyen, assoiffé d'anonymat, ne se sent pas à l'aise. Quand ils percent les medias les groupes porteurs d'alternatives ont un discours flou, présentent un vécu éloigné de la majorité des gens, dérangent en quelque sorte l'univers de l'apparent "law ^{and} order" dans lequel se meuvent les gens.

Leur marginalisation (si ce n'est leur marginalité) les rend inaccessibles. Cette marginalisation n'est pas seulement un acte délibéré des pouvoirs. En fait, de plus en plus en Europe n'a de valeur que ce qui émane des institutions reconnues. Comme si l'Europe était arrivée au terme de son peuple renouveau sociétal.

Dans beaucoup de pays, l'Etat pénètre subtilement ou carrément

? não conheço e
né ser
escrever

dans tous les domaines de la société. Et paradoxalement la société ne se sent légitimé que par l'Etat - celui-là même qui est de plus en plus dépourvu de contenu et de projet.

Ce cercle vicieux compte pour beaucoup dans l'appauvrissement de la citoyenneté européenne. Car le citoyen est issu d'une société même quand il s'exprime au niveau des institutions de l'Etat.

Dans une société "colonisée" par l'Etat, une nouvelle citoyenneté est, au premier chef, une affirmation des forces propres à la société ; tout groupe qui se constitue et qui essaie de faire une percée est une "respiration" de la société, une affirmation de sa propre existence en tant que telle

Fundação Cuidar o Futuro



III. L'Etat-Nation et l'espace européen



1. Il n'y a de citoyenneté qu'européenne

- Aujourd'hui l'Europe a perdu son impact culturel dans le monde. Vue de loin, elle est une, indépendamment des fractures que l'économie, les langues, les régimes politiques y ont introduit.

Elle n'a d'existence qu'au niveau militaire et géographique.

Tant qu'ils se présentent seuls les pays européens font nécessairement le jeu des super-puissances.

Face à l'enjeu décisif de la paix la citoyenneté nationale est dérisoire.

- Sous cet-angle-là, il ne peut y avoir de citoyenneté qu'euro-péenne.

(Ex. Étapes nécessaires : passer du chauvinisme national à la double nationalité...)

- Les questions de citoyenneté que j'ai soulevées jusqu'ici posent des problèmes :

en effet, que dire de la condescendance avec laquelle les

mouvements pacifistes sont regardés ? et que dire de la contradiction flagrante entre ces mouvements et les politiques nationales dites de "défense" ? (exemple de la domination de l'Etat sur la société)



Fundação Cuidar o Futuro